



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Christophe COUR, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Eric PENSO.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Hors commission - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au label de "Villes et Pays d'art et d'histoire" - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le label « Villes et Pays d'art et d'histoire », attribué par le Ministère de la Culture, qualifie des territoires qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de valorisation, et de médiation.

Ce label, qui embrasse une notion très large du patrimoine, matériel et immatériel, qu'il soit historique, architectural, urbain, culturel, naturel ou contemporain, a pour objectif de mettre en relation les politiques de connaissance, de conservation, de valorisation, d'animation et de soutien à la qualité architecturale et au cadre de vie.

« Montpellier Méditerranée Métropole, Pays d'art et d'histoire », est un projet ambitieux s'inscrivant au sein d'une politique publique globale, regroupant l'ensemble des actions de connaissance, de conservation, de protection et de valorisation de l'architecture, du patrimoine et du paysage, au sein d'un territoire pertinent.

Inciter le grand public à s'approprier son patrimoine mais également sensibiliser tous les publics aux travers de nouveaux outils de valorisation sont les enjeux à atteindre pour permettre son accès au plus grand nombre. Cette démarche est le fruit d'une volonté politique forte de valorisation culturelle et patrimoniale mais aussi une démarche touristique globale dont l'objectif est d'accroître la lisibilité et la notoriété du patrimoine local en développant une offre de qualité susceptible de générer des retombées économiques sur le territoire.

Afin de mener à bien ce projet, et dans la dynamique de la création de la Métropole, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a nommé une architecte du patrimoine, responsable du projet « Territoire d'art et d'histoire » en charge d'assurer la nécessaire transversalité au sein de l'ensemble des services tant du point de vue des politiques culturelles qu'urbaines ou paysagères. Dans ce but, un comité technique interne a été créé.

De la même façon, et dans un souci de partage d'informations, un comité scientifique, regroupant des personnalités compétentes a été constitué, embrassant de nombreuses thématiques propres au territoire des 31 communes.

Sans anticiper l'issue des réflexions qui seront menées avec les différents interlocuteurs et les comités, plusieurs thèmes structurant le territoire pourraient être envisagés :

- le développement de l'architecture à l'époque romane, notamment des édifices religieux qui parsèment le territoire ;
- l'enseignement de la médecine et la diffusion des savoirs ;
- le patrimoine immatériel au travers de la tradition des troubadours, de la langue occitane et des musiques anciennes ;
- le rapport entre architecture et paysage : la fabrique d'un paysage entre vignobles et folies montpelliéraines, les paysages lagunaires et la particularité du site de Villeneuve-lès-Maguelone, des salines à l'abbaye, le réseau des caves coopératives ;
- l'architecture contemporaine et le développement urbain de la Métropole vers la mer, la dynamique French Tech au service de la valorisation des patrimoines.

Ce contenu scientifique servira de base à la démarche que souhaite développer Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, la mise en œuvre du label a pour but de répondre à plusieurs objectifs pour fédérer toutes les communes autour de la candidature :

- Développer une culture commune au sein des services en charge de la gestion bâtiminaire, maintenir une politique de restauration du patrimoine ambitieuse (plan pluriannuel de la place Royale du Peyrou, domaine Bonnier de la Mosson, château de Castries, abbaye de Villeneuve-lès-Maguelone, ...) ;
- Développer le volet patrimonial dans les documents d'urbanisme intercommunaux en poursuivant et intensifiant le travail déjà entamé avec l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) ;
- Diffuser la connaissance auprès de tous les publics que ce soient les habitants et usagers, le jeune public, les touristes ou les publics empêchés en développant une offre culturelle de qualité mêlant patrimoines et interventions artistiques contemporaines.

La candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au label « Villes et Pays d'art et d'histoire » répond aux volontés de conserver, connaître et valoriser le patrimoine d'aujourd'hui et de demain afin de construire un territoire plus solidaire, plus ouvert et plus attractif.

La mise en œuvre du label repose sur un partenariat entre l'État et la collectivité territoriale, formalisée par la signature d'une convention.

En faisant acte de candidature, la Métropole s'engage à mettre en place un service d'animation et de médiation dirigé par un animateur de l'architecture et du patrimoine et à faire appel à des guides-conférenciers. Outre la professionnalisation des médiateurs de l'architecture et du patrimoine, la convention prévoit la création d'un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) qui pourra s'appuyer sur les structures muséales existantes au sein du territoire.

Le ministère de la Culture apporte un accompagnement financier pendant les premières années de la convention et met en place des formations à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine. Diverses actions sont mises en place afin d'assurer la cohérence du réseau : une ligne éditoriale et une charte graphique pour la promotion des actions, des aides à la réalisation de documents d'information, d'expositions et d'outils pédagogiques, l'édition d'une collection de guides.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la démarche de candidature au label « Villes et Pays d'Art et d'histoire »,
- approuver les engagements qui incombent aux collectivités labellisées en matière de médiation, d'animation, de formation, de communication et de promotion de l'architecture et du patrimoine à l'attention de publics diversifiés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-45272-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.